CTMEN – 15 décembre

Déclaration liminaire

L'an dernier, nous avions attiré l'attention du ministère sur le fait qu'il fallait se préparer à une année scolaire 2021-2022 de nouveau marquée par le Covid. Nous avions demandé un collectif budgétaire pour que le système éducatif réponde mieux aux besoins des élèves sans mettre davantage en tension les personnels. Depuis la rentrée, nous vous avons alertés sur les postes non pourvus, les remplacements non assurés y compris sur une très longue durée. De longue date, nous demandons que soient prises des mesures pour assurer réellement une prévention combinée au bénéfice des personnels et des élèves et par conséquent du meilleur fonctionnement du système éducatif malgré la pandémie. Nous demandons aussi depuis longtemps que le ministère conduise un suivi épidémiologique des agents et que les organisations syndicales représentatives en soient informées. Les publications sur le site du ministère le vendredi ne sont pas à la hauteur des enjeux de santé au travail, de santé des agents et des enjeux RH du moment. Nous demandons aussi au ministère de prendre en compte, en termes d'organisation du travail et en termes de reconnaissance, la charge de travail accrue qui pèse sur les agents du fait de la situation pandémique qui se prolonge.

A ce stade, les réponses sont rares et loin du compte sur l'ensemble de ces questions.

En ce 15 décembre 2021, où en sommes-nous ? où en est le système éducatif ? La vague épidémique est majeure, sans doute plus qu'anticipée, mais il faisait peu de doute qu'il y aurait une reprise des contaminations avec la chute des températures et le retour à une vie davantage en lieu clos et moins au grand air. La vague épidémique, qui était partiellement anticipable, exacerbe des problématiques que nous soulignons depuis plusieurs mois.

La remontée du taux d'incidence, fulgurante début décembre pour reprendre les mots du porte-parole du gouvernement, génère des absences en cascade au point de déstabiliser profondément le fonctionnement d'écoles et établissements. Même lorsque les classes ou établissements ne sont pas officiellement fermés, la discontinuité pédagogique est forte. Des élèves, des personnels sont cas covid confirmés, cas contacts, dans des proportions significatives, parfois à plusieurs reprises depuis le début de l'année scolaire. Les personnels se testent quand il y a des cas confirmés chez les élèves, même si le protocole de l'Education nationale continue d'affirmer que les personnels ne sont pas cas contacts des élèves, et découvrent que certains d'entre eux sont cas positifs. Les remplacements, dans tous les territoires désormais, sont difficiles voire impossibles à assurer. Cette fragilité extrême du système éducatif, ces difficultés inédites de remplacement ont des effets néfastes pour les élèves comme pour les personnels. Pour les élèves, les heures d'enseignement manquées sont nombreuses. Dans certains établissements, des élèves n'ont eu aucun cours dans une discipline depuis le début de l'année, y compris dans des classes à examen et dans des disciplines centrales pour l'examen. Ne pas traiter cette question sur laquelle nous avons attiré l'attention du ministère dès septembre est inconséquent : ce sont les élèves qui vont en pâtir au moment des examens. Pour les personnels, les absences d'élèves liées à la pandémie amènent à revoir, réajuster en permanence pour ne laisser aucun élève sur le bord du chemin. Pour les personnels toujours, l'absence de remplacement accroît la charge de travail et la charge mentale.

Charge de travail quand les collègues sont sollicités pour prendre les heures de cours des professeur.e.s non remplacé.e.s en heures supplémentaires au risque de l'épuisement, quand des élèves sont répartis dans les autres classes malgré tout. Charge mentale aussi quand les professeur.e.s anticipent qu'ils et elles ne seront pas remplacé.e.s même pour des absences longues et prévisibles. Cette situation n'est pas tenable. La passer sous silence c'est nier les réalités vécues par les personnels : enseignantes et enseignants mis en tension, personnels de direction, personnels d'inspection, personnels administratifs qui voient se dégrader le service rendu à la population sans pouvoir agir faute de vivier de remplacement, mais aussi parfois faute d'autorisation pour recruter quand ce serait possible.

Il était possible de limiter l'impact de la vague épidémique sur le système éducatif :

- par des recrutements plus tôt en 2021,
- par une organisation des services, une organisation et une priorisation du travail y compris dans sa dimension pédagogique,
- par la mise en œuvre effective d'une prévention combinée des contaminations.

Faudra-t-il attendre la 12ème vague pour que le ministère comprenne que laisser le système dans une telle tension c'est le fragiliser durablement ?

sgen.cfdt.fr FÉDÉRATION DES SYNDICATS GÉNÉRAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE PUBLIQUE
47-49 avenue Simon Bolivar
75950 Paris cedex 19
Tel : 01 56 41 51 10
Fax : 01 56 41 51 11
secretariatgeneral@sgen.cfdt.fr